



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 18 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 avril 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Océalia (installations sises Val-de-Comporté)

51 rue Pierre Loti
16100 Cognac

Références : 2026 698 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007201866

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 avril 2026 dans l'établissement Océalia implanté Zone Industrielle 86400 Val-de-Comporté. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été diligentée car la fréquence des visites était atteinte et pour faire suite à la mise en demeure du 25 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Océalia
- Zone Industrielle 86400 Val-de-Comporté
- Code AIOT : 0007201866
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative agricole Océalia exploite à Saint Saviol (86 400) un établissement spécialisé dans le stockage de céréales, dont les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2001 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 8 octobre 2013 et du 9 janvier 2020. Les installations relèvent du régime de l'enregistrement pour 2 silos béton (n°1 et 2), et du

régime de la déclaration pour un silo métallique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Vérifications des installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4-II | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 4 | Protection contre la foudre | AP Complémentaire du 08/10/2013, article 14 | Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie | AP Complémentaire du 08/10/2013, article 8 | Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 7 | Installations de séchage | AP Complémentaire du 08/10/2013, article 12 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|--------------------------|
| 2 | Qualification d'équipement | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.B | Levée de mise en demeure |
| 3 | Propreté des installations | AP Complémentaire du 08/10/2013, article 6 et 7 | Sans objet |
| 6 | Descriptif des produits autorisés et des volumes | AP Complémentaire du 09/01/2020, article 2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats fait le jour de la visite appellent à la fourniture de justificatifs concernant l'entretien des installations électriques.

Le constat réalisé sur les bandes transporteuses et la justification que celles-ci sont au norme et non propagatrices de flammes amène l'inspection à lever la mise en demeure du 25 avril 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérifications des installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4-II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : <i>II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :</i> - le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ; [...] - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé |

| |
|---|
| <p>aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées (IIC) consulte le rapport Dekra ICPE datant du 16 mars 2026, qui est sans observation. Également consulté, le certificat Q 18 qui fait état de 6 observations. Celles-ci concernent un défaut d'éclairage sur les 6 BAES. L'exploitant nous remet le devis signé le 10 avril 2026, les travaux devant suivre.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira la facture suite au travaux sur les 6 BAES afin de lever les observations.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 2 : Qualification d'équipement

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.B</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NFEN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2,version juin 2008.[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Ce point fait l'objet d'une mise en demeure datant du 25 avril 2023 (arrêté préfectoral n° 2023-DCPPAT/BE-87), concernant les caractéristiques des bandes transporteuses. En effet, l'exploitant était dans l'impossibilité de justifier que celles-ci étaient non propagatrices de flammes et respectaient les normes en vigueur. Le jour de l'inspection, l'exploitant remet la facture émis par Limatech datant du 30 juin 2024 suite au changement de toutes les bandes transporteuses qui respectent à présent les normes en vigueur. Le mise en demeure peut donc être levée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |

N° 3 : Propreté des installations

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2013, article 6 et 7</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement</p> |

| |
|---|
| Prescription contrôlée : <i>Le nettoyage des installations est réalisé aussi souvent que nécessaire pour éviter un empoussièrlement pouvant conduire à une explosion. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrlement des installations.</i> |
| Constats : Vu sur site, le registre où sont enregistrées les interventions de dépoussiérage au moyen de la centrale aspiratrice ATEX, du balai et de la soufflette. Ces dernières sont consignées et affichées dans l'établissement en différents points. Les parties visitées sont globalement propres. La situation est conforme aux attendus. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Protection contre la foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2013, article 14 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Foudre |
| Prescription contrôlée : <i>L'installation est protégée contre la foudre. [...] La protection des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard 6 mois après leur installation puis tous les 2 ans conformément à la norme NF EN 62305-3 Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. E, cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent [...]</i> |
| Constats : Suite à l'étude technique foudre de décembre 2018, l'exploitant a installé 3 parafoudres ((facture ADEZ électronique du 05 avril 2023, avec certificat de conformité des parafoudres). De plus, en cas d'impact sur les parafoudres un système « Vario » est installé contre les surintensités afin de protéger les équipements électriques. L'exploitant a transmis le 6 mai 2026 le rapport de vérification des installations de protection foudre, datant du 05 mai 2026, émis par la société Pm Expertises. Celui-ci conclut que l'installation foudre est conforme aux normes en vigueur et à l'étude technique foudre. Cependant, le site fait l'objet d'une remarque concernant les liaisons équipotentielles des canalisations gaz des séchoirs 1, 2 et 3 qui sont déconnectées et à refaire. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira les justificatifs de levée des remarques portant sur les liaisons équipotentielles. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2013, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : <i>L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.</i> <ul style="list-style-type: none">- 2 poteaux incendie- Réserve 400 m³- Une colonne sèche- RIA- Extincteurs <i>Les équipements doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an[...]</i> |
| Constats : Vu le jour de l'inspection, le rapport d'intervention émis par CAP Incendie le 14 mai 2025 pour la vérification / maintenance des extincteurs et des 3 colonnes sèches et le certificat Apsad R4. Deux poteaux incendie (PI) sont disponibles. Cependant, la carte « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA) attribue à ces PI des débits faibles (36 m ³ /h et 24 m ³ /h). L'exploitant indique que le réservoir de gaz GNL est contrôlé par la société HAM, ainsi que le système d'aspersion. Un bassin de 400 m ³ (recensé sur PIGMA) est présent et commun entre Océalia et l'exploitant voisin. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Vu le faible débit des 2 poteaux incendie ceux-ci ne peuvent être valorisé comme moyen de défense contre l'incendie. L'exploitant doit justifier que la quantité d'eau d'extinction d'incendie disponible est suffisante. Le dernier rapport de vérification du réservoir de gaz GNL est à transmettre. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 6 : Descriptif des produits autorisés et des volumes

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2020, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, situation administrative |
| Prescription contrôlée : Rubriques objet d'un classement : |

| Rubrique e Alinéa | E, DC* | Libellé de la rubrique (activité) critère de classement | Nature de l'installation | Volume autorisé |
|-------------------------|-----------|---|---|-----------------------|
| 2160-1 | E | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur | Deux silos plats de 63 880 m ³ et 2 007 m ³ de stockage sous bâche d'issues de céréales | 65 887 m ³ |
| 2160-2 | DC | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³ | Un silo vertical | 11 950 m ³ |
| 4718-2 | DC | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations [...] étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t | Un réservoir de gaz naturel liquéfié (GNL) de 120 m ³ (soit 45,4 t au taux de remplissage maximal de 85 % à la densité de 445 kg/m ³), des canalisations de 2,03 m ³ (soit 0,9 t à la densité de 445 kg/m ³). | 46,3 t |

Constats :

L'exploitant ne signale aucune modification des installations pouvant influencer sur le classement au titre des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations de séchage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2013, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Séchoirs

Prescription contrôlée :

Les installations font l'objet d'un programme d'entretien, de contrôle et de maintenance (automatismes, régulation, brûleurs, ventilateurs, systèmes d'extraction des grains...) décrit par une procédure spécifique qui mentionne notamment la fréquence de ces opérations. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

Constats :

L'exploitant remet le rapport d'entretien des 3 séchoirs émis par ARCM datant du 03/11/2025 qui ne comporte pas d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le programme d'entretien et le registre de suivi .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours